



Un ministère comme marchepied à une carrière politique

Après cinq mois passés au ministère de l'Éducation nationale, Gabriel Attal cède aux sirènes du pouvoir et accède au poste de premier ministre du gouvernement d'Emmanuel Macron. Ce court passage à la rue de Grenelle montre une ambition personnelle forte, plus forte que celle de servir l'Éducation. Durant ces cinq mois, il a tenu un discours traditionnel pour séduire un électorat de droite voire d'extrême droite.

Tous les chantiers ont été engagés contre les organisations syndicales majoritaires dont la FSU-SNUipp et donc contre la profession. Gabriel Attal n'a pas été un ministre de l'Éducation Nationale mais un ministre de l'opinion publique. La communication à tout va aura été sa ligne de conduite à rebours du dialogue social : il ne suffit pas d'organiser des réunions pour que celui-ci ait lieu. L'échange de points de vue, la prise en compte des arguments développés par les représentants et représentantes des personnels nécessitent du temps. Un temps que le ministre n'aura pas pris, trop occupé à servir son avenir.

Vouloir réformer l'école en quelques mois était un objectif bien prétentieux. Gabriel Attal aura non seulement méprisé l'expertise des enseignantes et enseignants mais aura fait vivre un rythme effréné à l'école, surfant sur tous les sujets polémiques qui pouvaient le rendre populaire : port de l'abaya, tenue vestimentaire imposée, retour du redoublement. Des prétendues vérités ont été affirmées par le ministre, totalement déconnectées de la réalité du terrain.

Or, l'Éducation a besoin de temps long, de se nourrir du terrain, de l'ensemble des travaux de la recherche et non d'une politique à court terme avec une succession de ministres et leurs lubies.

A ce jour, Gabriel Attal n'a pas répondu aux attentes de la profession en matière de salaires, de conditions de travail et d'exercice du métier. A aucun moment il n'a évoqué les effectifs des classes françaises comme étant les plus élevés de l'OCDE, l'inclusion sans moyens qui se fait au détriment des élèves et des personnels, le nombre croissant de fiches santé et sécurité au travail rédigées par les PE, les remplacements non assurés, le manque de temps des directeurs et directrices pour répondre aux injonctions de l'administration, les milliers d'élèves qui vivent dans des conditions précaires voire à la rue... Autant de sujets qui font le quotidien des personnels de l'Éducation nationale et qui mériteraient qu'un ministre s'en préoccupe réellement.

Quel que soit le ou la remplaçante de Gabriel Attal au poste de ministre de l'Éducation nationale, la FSU-SNUipp, syndicat majoritaire dans le premier degré, rappellera les priorités de l'école, notamment lors de la grève intersyndicale du 1^{er} février.

Paris, le 9 janvier 2024